

de m'avoir informé que le nom est Lange —ministre du Commerce en Suède, a dit que M. Johnson leur avait demandé s'ils ne pourraient pas leur donner une sidérurgie. La Suède compte actuellement 64 aciéries, et c'est un pays plus petit que la province de Québec. Les 64 aciéries exploitées par l'entreprise privée réalisent des profits, alors que la 65^e, qui est exploitée par l'État, accuse des déficits.

M. Gunnar Lange a dit que si la décision lui appartenait, il céderait au Québec la sidérurgie d'État de la Suède, mais non pas celles de l'entreprise privée, parce que celles-là «opèrent» à profit, alors que celle de l'État «opère» à déficit.

Et dire que nous avons ici des gens qui sont prêts à dépenser des millions pour la recherche, pour voir si les gouvernements fédéral ou provinciaux prendraient la responsabilité de développer les industries existantes et d'en créer de nouvelles. Nous avons tenté un essai au Québec, avec la *Sidbec*, et cela n'a pas tellement réussi. Je vois mon collègue de Matapédia-Matane (M. Tremblay), qui est parfaitement au courant de *Sidbec* et du fait que cela n'a pas tellement réussi.

Monsieur le président, je crois que si les gouvernements,—qu'il s'agisse du gouvernement fédéral actuel ou du gouvernement à venir, ou encore des gouvernements provinciaux,—accordaient plus d'attention à l'entreprise privée, afin de stimuler l'initiative personnelle des gens, on en arriverait à trouver des solutions à des problèmes qui surgissent de jour en jour.

Quant au poste n° 10 des crédits demandés pour le Conseil national de recherches, y compris ceux du Conseil de la recherche médicale, le total est de 41 millions de dollars, soit 29 fois moins que l'intérêt que nous payons sur la dette. Et pourtant, ce Conseil national de recherches est bien plus important que les intérêts que nous pouvons ou que nous devons payer sur la dette nationale; mais on ne s'en émeut pas tellement, et l'on discute.

J'entendais tantôt le député de Saskatoon (M. Brand) dire et répéter, à maintes et maintes reprises: Comment se fait-il que nous n'avons pas d'argent? Comment se fait-il que nous n'avons pas de crédit? Comment se fait-il que nous n'avons pas de finance? C'est toujours le même problème. Pas d'argent, pas de finance; on ne peut plus financer. Nous sommes des «cassés» et l'on donne suite à à peu près rien. Nous adoptons ces crédits cette année pour avoir les mêmes crédits l'an prochain, pour continuer dans la même veine, sans amélioration, sans initiative, et nous nous laissons balloter par un système financier qui est nettement dépassé, au moment où nous vivons.

L'hon. M. Tremblay: Ça y est!

M. Caouette: J'entends mon ami de Matapédia-Matane dire: Ça y est. C'est ça: «ça y est»; cela fait longtemps que «ça y est». Cela fait longtemps que nous l'endurons, que nous voulons corriger les bévues, les erreurs de ce système-là. Et le député pourrait nous aider, parce qu'il connaît le système. Mais parce qu'il est pris dans un engrenage quelconque, il n'a pas le droit de nous aider. Il n'a même pas le droit de dire ce qu'il pense; on l'en empêche.

● (9.20 p.m.)

Monsieur le président, je répète et je dis souvent: nous ne ferons pas de miracle. Non. Seulement, regardons donc les faits. Le Conseil national de recherches a besoin de plus de fonds que ce que nous lui offrons ou lui octroyons, dans le moment. Les recherches, au point de vue scientifique, au point de vue médical, bref, à tous les points de vue, sont des choses qui comptent et qui sont d'une extrême importance. Or, parce que nous n'avons pas les fonds nécessaires, nous limitons les recherches. Et nous dépenserons ensuite des millions de dollars pour obtenir des renseignements des États-Unis, de l'Angleterre, de la France, de la Belgique et d'un peu partout dans le monde entier, alors que nous avons chez nous des gens qui sont capables d'apprendre et de découvrir quelque chose, des scientifiques qui sont prêts à travailler pour le développement intellectuel, médical, etc., au Canada.

Le député de Saskatoon disait: Nous n'avons pas d'argent, le gouvernement se plaint qu'il n'a pas d'argent! Le député a raison, j'abonde dans le sens de ses déclarations, mais même si je suis de son avis, cela ne change pas tellement grand-chose au crédit numéro 10:

Conseil national de recherches, y compris le Conseil de la recherche médicale, \$41,000,000.

On est bien consentant, par exemple, à dépenser peut-être \$41,000,000 ici, au Parlement, pour un programme médical, «Medicare», comme disent mes amis du NPD, à l'exception de mon ami de Kootenay-Ouest (M. Herridge) qui est un capitaliste.

M. Herridge: What a myth!

M. Caouette: Il a déjà été créditiste, il est maintenant capitaliste.

Monsieur le président, naturellement, nous allons dépenser des millions de dollars, ici, pour discuter d'un programme médical pour l'ensemble du Canada alors qu'il sera administré par les provinces, indépendamment d'Ottawa. Or, les millions couleront à ce moment-là, mais pour le Conseil national de recherches, même en matière médicale, on nous propose un crédit de \$41,000,000. Je répète encore une fois, c'est 29 fois moins que